



**Intervention de Bénédicte Hamelin, maire de Fontaines-sur-Saône
Rassemblement devant la mairie, lundi 19 octobre 2026**

Mesdames, Messieurs,

Merci d'avoir répondu à notre appel, lancé à l'initiative de l'Association des Maires de France.

Partout dans le pays, des élus, des agents, des habitants se rassemblent devant leur mairie pour affirmer leur attachement à la République et leur refus des violences.

Comme tant de Français, nous éprouvons de la stupéfaction, de l'incompréhension et de la colère. Pour ceux qui ont vécu ces scènes, il y a aussi la peur et l'angoisse.

Je veux alors le dire clairement : l'immense majorité de nos concitoyens condamne ces exactions.

Ne confondons pas un mouvement, une expression populaire pacifique et ceux qui s'en servent comme prétexte pour se livrer à un déchaînement de brutalité : des commerces pillés, près de 1 000 policiers et gendarmes blessés, des symboles de notre démocratie incendiés. Car une mairie, une école, un commerce ou un lieu de mémoire ne sont pas de simples bâtiments : ils portent notre histoire et notre vie collective.

Face à cela, notre réponse doit reposer sur trois exigences.

La première, c'est la fermeté. Manifester est un droit fondamental que nous défendrons toujours — mais ce droit ne justifiera jamais la violence. Nous attendons de l'État des réponses concrètes et adaptées : que les sanctions soient prononcées et appliquées. L'impunité n'est pas une option.

La deuxième, c'est l'unité. Car après ces violences, ce sont les pouvoirs publics qui réparent et reconstruisent, et tous les citoyens qui en paient le prix. Mais les dégâts ne sont pas seulement matériels : ils fragilisent aussi la confiance et notre capacité à vivre ensemble.

Je veux alors exprimer notre soutien aux forces de l'ordre et aux sapeurs-pompiers mobilisés jour après jour, et notre solidarité aux communes touchées, à leurs élus, à

leurs commerçants, à tous ceux qui nettoient, réparent et rétablissent les services du quotidien.

Je reprendrai les mots du maire de Limoges : « C'est un monument qui brûle, mais pas la République. » Ce qui nous tient debout, c'est ce qui nous unit, ce sont nos valeurs républicaines.

La troisième exigence, c'est le dialogue. La réponse durable à la violence ne peut être uniquement répressive : elle est aussi éducative. Nous devons transmettre à tous le respect des autres et la conviction que nos désaccords se règlent par le dialogue, pas par la destruction. Pour cela, il faut montrer l'exemple, écouter l'autre, sortir du réflexe de repli sur soi, accepter de laisser quelque chose d'individuel pour mieux servir le collectif : soit l'essence de la démocratie.

Fermeté face aux coupables, unité face à la division, dialogue pour préparer l'avenir : vous le comprenez, la liberté et la responsabilité vont de pair, et c'est le fondement même de notre pacte républicain.

La République n'est pas un acquis éternel. Elle est précieuse et fragile. Elle se défend chaque jour — par la loi, par l'éducation, par la solidarité.

Face à ceux qui détruisent, opposons la volonté de construire.
Face à ceux qui divisent, faisons le choix du rassemblement.
Face à la violence, faisons vivre la République.

C'est ainsi que nous ferons Nation et que nous protégerons notre avenir commun.

Je vous remercie de votre attention.